



Streetnet International publie ce bulletin en quatre langues pour donner les informations et opinions aux affiliés

NOUVEAU MANIFESTE



Atelier sur la Campagne du Nouveau Manifeste tenu à New Delhi en Juillet

Atelier Régional de Planification de la Campagne pour le Nouveau Manifeste - New Delhi

L'Association Nationale des Vendeurs de Rue de l'Inde (NASVI) a organisé pour le compte de StreetNet International, le deuxième d'une série d'ateliers régionaux de planification de la Campagne pour le Nouveau Manifeste. Cet atelier s'est tenu à New Delhi le 8 et 9 Juillet et a réuni les représentants des associations des vendeurs de rue du Bangladesh, de la Corée, du Népal et de l'Inde. L'objectif de l'atelier était d'améliorer les connaissances sur la gestion des campagnes, élaborer des plans d'action nationaux de la campagne pour le nouveau manifeste et explorer les actions régionales possibles autour du nouveau manifeste.

L'atelier a débuté avec quelques exemples des campagnes réussies que les participants ont partagés. NEST (l'Association Nationale des Vendeurs de Rue du Népal) a expliqué que lorsque le gouvernement a commencé à expulser des milliers des vendeurs à Kathmandu en 2008; ils ont organisé une campagne de protestation pendant la quelle ils ont menacé de fermer tous les marchés en signe

de protestation. C'est à ce moment-là que le Maire de Kathmandu a accepté de leur parler et promis d'élaborer une politique pour les vendeurs dans 6 mois. Maintenant ce délai est déjà passé mais le gouvernement continue d'expulser les vendeurs en vue d'élargir les rues et rendre la ville plus belle. Donc NEST compte reprendre la campagne à nouveau.

NASVI a expliqué qu'en Inde, c'est depuis 12 ans qu'ils sont en train de mener des campagnes différentes. La grande campagne actuelle consiste à exercer des pressions pour l'adoption de la Loi centrale pour les vendeurs de rue. En Mars et Avril 2011, NASVI a lancé une campagne des cartes postales. Elle (NASVI) a demandé à toutes ses organisations membres d'envoyer des cartes postales au Ministère national de l'habitat urbain et de réduction de la pauvreté, demandant une Loi Centrale. Plus de 2 million de cartes postales ont été envoyées. ►

22 CAMPAGNE POUR LE NOUVEAU MANIFESTE

L'atelier a identifié les domaines clé de campagne suivants:

Chaque organisation a ensuite élaboré son propre plan d'action sur le nouveau manifeste. Pour plus d'information sur les plans d'action, prière de visiter le blog des campagnes de StreetNet.

- Renforcement des organisations des vendeurs avec une attention particulière sur les femmes vendeuses;
- Enregistrement des vendeurs et allocation d'espaces par la municipalité pour mettre fin aux expulsions;
- Les services de base aux vendeurs, tels que l'eau à boire, l'assainissement et la gestion d'ordures;
- La sécurité sociale, l'accès aux services de santé, l'établissement des soins de l'enfant;
- Un système de taxation équitable ;
- Une loi spéciale qui couvre les droits et obligations des vendeurs de rue;
- La formation professionnelle, formation juridique et l'accès au crédit;
- L'intégration des vendeurs de rue dans les plans de développement urbain.

L'atelier a conclu ses travaux par une discussion sur la création d'alliances avec d'autres organisations des vendeurs de rue dans la région. Un comité de coordination a été mis en place pour faire avancer ce travail. L'atelier était animé par Dr. Rahman de V.V. Giri National Labour Institute, Arbind Singh, Coordinateur de NASVI et Vinod Simon, Directeur des programmes de NASVI. ■



Délégation Coréenne

KENASVIT accueille l'Atelier du Nouveau Manifeste, Nairobi, Kenya



Délégués de l'atelier sur la Campagne du Nouveau Manifeste

L'Atelier de la Campagne pour le Nouveau Manifeste a eu lieu à Nairobi, Kenya du 18 au 19 Juillet 2011. L'activité, qui a été financée par StreetNet International et organisée par KENASVIT, un affiliée de StreetNet, a réussi à réunir les participants de divers pays d'Afrique pour élaborer des plans d'action pour la campagne, afin de créer un manifeste vivant qui exprime les revendications et droits des commerçants informels partout dans le monde. Les pays Africains représentés à cet atelier étaient le Ghana, le Swaziland, la Tanzanie, le Kenya et la République Démocratique du Congo.

Cette activité était le troisième atelier de planification de la campagne organisé cette année, étant donné qu'au début de l'année, il y avait un atelier en Amérique Latine en Mars 2011 et un atelier en Asie au début de Juillet 2011. Il est prévu qu'un quatrième atelier se tienne en Afrique de l'Ouest au début de l'année prochaine 2012.

L'atelier a été ouvert par une allocution inspirante et instructive de Richard Muteti, le représentant du secteur informel au sein du Conseil des Jeunes au Kenya, qui a joué un rôle important dans la conception et le lobbying pour le projet de loi des petites et moyennes entreprises au Kenya, une pièce importante de la législation qui va créer un cadre juridique nécessaire pour le secteur informel. La Coordinatrice de StreetNet, Pat Horn, a ensuite présenté l'objectif et les phases de la campagne pour le Nouveau Manifeste. Elle a insisté sur le fait que la campagne est une collecte de bas en haut, des revendications et droits des commerçants informels pour finalement créer un Manifeste National qui sera incorporé dans le Manifeste International. Les participants ont ensuite discuté des éléments pour une campagne réussie, tout en partageant et comparant les expériences de la campagne sur ►

les enjeux et les pays. Ensuite, l'atelier s'est divisé en deux groupes pour réfléchir et regrouper les revendications des vendeurs de rue et de marché, une exercice qui sera certainement utile à reproduire lors de la collecte à grande échelle des propositions des commerçants informels. À la fin de la journée, les groupes avaient classé leurs revendications en thèmes généraux, et créé un plan d'action national de campagne pour chaque pays représenté.

Au deuxième jour, les participants ont présenté leurs plans d'action nationaux de campagne. Les sessions suivantes ont discuté des outils pour les plans. Anne Matondo de la République Démocratique du Congo a décrit les outils d'action, et puis il y avait un briefing sur les outils des médias pour la campagne. Les plans d'action ont été discutés à la lumière des questions

soulevées pendant le déroulement de l'atelier, dont le media, l'examen des revendications spécifiques aux groupes (femmes, jeunesse, personnes vivant avec handicap et celles vivant avec le VIH/SIDA), et le processus de créer le manifeste proprement dit. L'atelier était clôturé par un discours passionné du Professeur Winnie Mitullah, dont les recherches et efforts ont contribué de manière significative à la création et au succès de KENASVIT. Après avoir reflété sur les expériences et connaissances acquises, Pat Horn et Simon Nasieku ont donné quelques mots de clôture. Dans l'après-midi, les participants sont allés visiter le marché de Muthurwa où ils ont rencontré les vendeurs à leurs lieux de travail. Dans l'ensemble, l'atelier a été un succès énorme et KENASVIT a exprimé sa gratitude pour avoir été choisi pour organiser un tel événement. ■

KENASVIT

organise des séminaires pour les vendeurs de rue vivant avec handicap



Les vendeurs de rue handicapés ont été informés sur leurs droits au séminaire de Kisumu au Kenya

À l'instar d'autres personnes vivant avec handicap au Kenya, beaucoup de vendeurs de rue handicapés ne sont pas au courant de leurs droits tels que stipulés dans la loi de 2007 sur les personnes handicapées. Même quand le gouvernement garantit l'égalité des droits à tous les citoyens, les personnes handicapées se sentent encore marginalisées, et c'est en partie à cause du manque d'information sur leurs droits. C'est pour tenter de résoudre ce problème que KENASVIT, avec l'appui d'un de ses partenaires (UUSC) a organisé plusieurs séminaires pour sensibiliser ses membres vivant avec handicap sur leurs droits tel que stipulé dans la loi de 2007 sur les personnes handicapées ainsi que dans la nouvelle constitution. Les séminaires ont été organisés à Nairobi, Machakos, Migori et Kisumu.

Le 22 et 23 Septembre respectivement à Migori et Kisumu, les membres effectifs et membres potentiels de KENASVIT ont participé aux séminaires pour les personnes handicapées. Salome Kimata, Directrice de la United Disability Empowerment in Kenya (UDEK) a donné une explication approfondie de la loi de 2003 sur les personnes handicapées. Ceci comprenait l'examen de la mise en place du Conseil National pour les personnes vivant avec handicap, les droits et réhabilitation dont ces personnes jouissent,

légalité d'opportunités pour les personnes vivant avec handicap, ainsi que d'autres questions nécessaires pour la loi sur les personnes handicapées. Bien que cette loi ait été promulguée en 2003, beaucoup de travailleurs n'étaient pas au courant de son existence et n'ont donc pas été en mesure de revendiquer leurs droits. Mlle Kimata a souligné l'importance de connaître cette loi quand elle a dit l'information c'est un pouvoir.

Selon la loi, les personnes handicapées devraient jouir des mêmes droits avec les personnes non handicapées. Ce n'est pas que les personnes handicapées sont spéciales, mais parce qu'elles ont des besoins spéciaux. Certains de ces droits sont : le droit à l'éducation, à la dignité, à l'accessibilité, à la mobilité et à l'assistance, le droit à l'information, au logement, à la propriété et à la justice. En plus la loi encourage les employeurs à embaucher des personnes handicapées et comme motivation, ces entreprises recevront un remboursement équivalent à 25% des salaires des personnes handicapées ainsi employées. En même temps, cette même loi oblige aux entreprises de compter au moins 5% des personnes handicapées parmi leurs employés. En outre, les personnes handicapées sont exemptées de payer l'impôt sur le revenu mais pour qu'elles jouissent de ces droits, elles doivent se faire enregistrer. Lors des séminaires de Migori et Kisumu, Mlle Kimata a vivement encouragé les participants à être proactifs et profiter des avantages liés à leur handicap. Pour se faire enregistrer et télécharger la loi sur les personnes handicapées, prière de visiter le site <http://ncpwd.go.ke/resources/>. ■



Séminaire sur la démocratie interne au Sénégal

LES PARTICIPANTS EXAMINENT LE FONCTIONNEMENT DEMOCRATIQUE

Du 12 au 14 Juillet 2011, les deux affiliés de StreetNet au Sénégal à savoir CNTS et SUDEMS, ont organisé un séminaire sur la démocratie interne dans les organisations. Brainstorming sur la démocratie syndicale, exposés sur StreetNet et travaux de groupes, ont permis aux séminaristes d'examiner minutieusement l'organisation, le fonctionnement et les activités de leurs syndicats par rapport aux statuts et autres engagements : régularité des congrès avec élection des dirigeants, autres réunions statutaires telles que celles du Conseil ou du bureau exécutif, acquittement des cotisations y compris les frais annuels d'affiliation à StreetNet, vérification périodiques des finances, transparence dans la gestion, informations et formations, leadership des femmes, services rendus aux adhérents, dialogue avec les partenaires sociaux, participation des femmes (au moins 50%) aux activités financées par StreetNet, etc.

Après cette étape qui a donné une idée réelle du fonctionnement démocratique actuel de chaque organisation, les séminaristes ont fait des recommandations pour de meilleures perspectives démocratiques et se sont engagés à suivre de très près la situation dans leurs organisations respectives. Les actions à entreprendre portent sur l'accès des membres aux informations, l'acquiescement des cotisations par les membres, la tenue régulière des réunions, l'implication des membres dans les différentes activités, l'organisation de visites sur les lieux de travail, la tenue de congrès conformément aux périodes fixées dans les statuts, la tenue des séminaires de formation.

20 membres de CNTS et de SUDEMS venus de plusieurs localités du Sénégal, dont 15 femmes ont pris part aux travaux qui se sont déroulés au Centre de formation pour les femmes domestiques de la CNTS inauguré le 26 Mai 2011. A l'évaluation, tous les participants ont dit qu'ils étaient satisfaits du thème central qui leur a permis de comprendre le sens de la démocratie syndicale.

Les travaux ont été inaugurés par Mody Guiro, Secrétaire Général de la CNTS, en présence de Fatou Bintou Yafa, Présidente du comité des femmes de la CNTS. Mamadou Fall, secrétaire Général de SUDEMS a pris la parole au nom du comité de coordination des deux affiliés de StreetNet au Sénégal. M. Assane Thiam, Président de la Fédération des Associations des Marchands Tabliers du Sénégal a également pris la parole au nom des vendeurs de rue de son organisation. Le Directeur Général du Marché Central aux poissons a été représenté à la cérémonie par son directeur des ressources humaines.

Des visites ont été effectuées après les 3 jours de séminaire. La première visite a été organisée à Pickine, dans une banlieue de Dakar, au marché central aux poissons, un centre qui approvisionne certains pays d'Afrique de l'Ouest en poissons. La deuxième visite a été organisée sur le site de Pencumè Sénégal. C'est un centre de transformation des produits halieutiques spécialisés en poissons séchés. Ce centre est géré par une coopérative de femmes. La dernière visite a eu lieu au marché central de Dakar appelé Sandaga. Elle a permis de rencontrer et discuter avec les femmes vendeuses installées le long de l'Avenue Lamine Gueye. ■

LES FEMMES VENDEUSES DE RUE ET DE MARCHÉ DE LA VILLE DE KINDIA SE SONT ENGAGÉES À CÉLÉBRER CHAQUE AFRICAINE ANNÉE LA JOURNÉE

StreetNet International a organisé deux ateliers de formation en Guinée ; le premier a eu lieu à Conakry, dans la capitale, du 13 au 15 Juin ; le second a eu lieu à Kindia, ville située à 135 Km de Conakry, du 17 au 19 Juin.

L'objectif principal des ateliers était de renforcer les capacités organisationnelles des dirigeants des associations de l'économie informelle. Les participants ont eux-mêmes recherché les problèmes rencontrés, identifié les partenaires avec les quels ces problèmes pourraient être discutés. Selon les participants, voici les principaux problèmes rencontrés par les travailleurs de l'informel en Guinée : taxes municipales élevées, insuffisance de places au marché, marchés construits sans magasins de stockage et sans toilettes, insalubrité du marché, harcèlement régulier dans les rues par la police municipale, insuffisance des revenus, non accès au crédit, analphabétisme de plusieurs membres, manque de formation pour la gestion de leurs activités.

Les participants ont particulièrement exprimé leur satisfaction pour avoir eu des informations sur les activités de StreetNet. Ils ont décidé de tout mettre en œuvre pour célébrer le 25 Mai de chaque année, qui est la journée africaine. Bien que la date soit déjà passée pour cette année, les femmes participantes au séminaire de Kindia se sont engagées à organiser une manifestation en vue de réclamer des négociations avec les autorités municipales locales pour discuter des problèmes qu'elles rencontrent dans le marché. L'organisateur de StreetNet dans la région, Sibailly Douhouré, qui a facilité les deux ateliers, les a vivement encouragées à réaliser cette manifestation et a exprimé sa disponibilité pour apporter le soutien nécessaire.



Les deux séminaires ont regroupé au total 40 participants dont 32 femmes, vendeuses de rue et de marché. Elles ont dirigé la plupart des groupes constitués pendant les travaux de groupes.

C'est la première fois que StreetNet organise des activités locales en Guinée pour les membres de la CNTG ; les dirigeants et participants ont exprimé leur satisfaction pour ce geste de solidarité internationale. Après les deux ateliers, des visites ont été effectuées au marché de Kindia et au siège de l'association des artisans de Kindia ; les visites organisées à Conakry ont été effectuées au marché de Médina où de nombreux vendeurs de rue sont en train d'être organisés en association par la CNTG. Une autre visite a été effectuée à Conakry dans une coopérative qui a une petite unité de fabrication de savon traditionnelle. Cette coopérative mène aussi des activités dans la teinture, dans les cultures maraîchères et dans la commercialisation de ces produits. Elle compte environ 80 membres.

La ville de Kindia qui a abrité le deuxième atelier de formation est le siège du Bureau de l'union régionale des travailleurs de Kindia. Son rôle est de coordonner les activités des secteurs représentés y compris l'économie informelle. Selon Elhadj Alsény Camara, secrétaire régional de Kindia, les vendeuses et vendeurs de rue jouent un rôle important dans la vie syndicale de la région. ■



Participants aux séminaires de formation

RAPPORT DE LA REUNION DES VENDEURS DE RUE ET DES TRAVAILLEURS DANS LES FOIRES ET MARCHES EN AMERIQUE DU SUD

17 et 18 Mars 2011, INCASUR, Buenos Aires

Oscar Silva, Président de StreetNet International et Secrétaire Général de SIVARA, Argentine, a souhaité la bienvenue aux participants à cette réunion. Il a ensuite donné le contexte dans le quel la réunion a été organisée, y compris sa relation avec l'expansion de StreetNet International en Amérique Latine. Il a dit que, compte tenu de l'importance des organisations d'Amérique Centrale, StreetNet a créé une organisation point focal pour la région en 2009 dont la responsabilité a été confiée au CTCP, Nicaragua. C'est pour cette raison que la réunion visait à promouvoir l'incorporation de nouvelles organisations dans StreetNet International. Pour y parvenir, les représentants des organisations liées à cette question au Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay, ont été invités, ainsi qu'un invité spécial de la Colombie. COB Bolivie ont aussi été invités mais ne pouvaient pas participer.

Les organisations suivantes ont participé à cette réunion:

SIVARA, Argentine, représenté par Oscar Silva, et 15 autres membres de ce syndicat

ACESP, Sao Paulo, Brésil, représenté par José Artur Aguiar et Janette Pereira da Silva

SINTRALOC, Chili, représenté par Hardy Vallejos Ramirez et Bertha Rojas

UGT-I, et membre du Secrétariat à l'Organisation de CUT, Colombie, représenté respectivement par Pedro Luis Ramírez, UGT-I, Alfredo Manchola Rojas, UGT-I, et Gilberto Martinez de CUT.

FOTSSIEH, Honduras, représenté par Vilma Arevalo CTCP, Nicaragua, représenté par Adrian Martinez, Orlando Mercado et Jessenia Lovo

CTCP, Nicaragua, représenté par Adrian Martinez, Orlando Mercado et Jessenia Lovo

FNOTNA-CROC, Mexique, représenté par Margarita Martínez López

SINTECOSIN, Paraguay, représenté par Gumercindo Galeano et Maria Cespedes

UNAPESCA, Paraguay, représenté par Vertedero Cateura et Bernardo Zarate

AFFE, Uruguay, représenté par Lucia Melnikov Gadola

PIVCU, Uruguay, représenté par Fernando Gallardo.

Les organisations suivantes ont aussi participé à l'activité:

CSA, représenté par Laerte Teixeira, responsable du Secrétariat des Politiques Sociales.

ISCOD / UGT Espagne, représenté par Aida Rodriguez, leur représentant en Amérique du Sud.

FNV/Pays-Bas, représenté par Miriam Berlak, représentante de FNV dans les pays d'Amérique Latine.

Pendant les deux jours de l'activité, les expériences individuelles des différents pays ont été discutées et les différents modèles de travail ont aussi été identifiés. Nous avons aussi discuté et adopté le projet de stratégie sur l'Economie Sociale et Solidaire (ESS).

Résultats

1. Une enquête bien structurée sur les caractéristiques des différentes organisations a été menée.
2. On a convenu d'inclure la question des travailleurs de vente directe et leurs problèmes.
3. Nous sommes arrivés à un accord qu'il faut commencer à travailler sur la mise en place d'une archive de la documentation sur les expériences nationales et locales, et la réglementation des travailleurs représentés par StreetNet. On a aussi considéré que c'est important d'inclure l'analyse de nouvelles constitutions de la Bolivie et de l'Equateur, et on est déjà en contact avec certaines organisations pour faire ce travail.
4. Se basant sur le contexte et expériences de l'Amérique du Sud et de l'Europe présentés à cette réunion, il a été convenu de promouvoir des initiatives similaires dans les coordinations sous-régionales et conseils syndicaux (CCSCS dans la Zone Australe, CCSA dans la région Andéenne, CSUACC et PSCC en Amérique Centrale et aux Caraïbes).
5. L'approche de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) proposée par CTCP-Nicaragua a été considérée comme importante pour le travail de StreetNet en Amérique Latine et aux Caraïbes et sera incorporée comme sujet pour les futures activités.
6. L'idée de créer une bibliothèque des films sur les sujets présentés par StreetNet a été soulevée, en commençant par les deux films présentés à la réunion. SIVARA a offert d'éditer le matériel collectionné lors des séminaires précédents. ISCOD-UGT a offert d'incorporer celui préparé en 2009 sur leurs expériences en Amérique Latine et aux Caraïbes. ■

CTCP-FNT élit un Nouveau Comité Exécutif National

Le deuxième Congrès Extraordinaire Général de la Confédération des Travailleurs Autonomes a eu lieu dans l'auditoire de Solidarité de la CGTEN-ANDEN, la Confédération Générale des Travailleurs de l'éducation. Les délégués sont venus de six fédérations de la CTCP-FNT.

Les délégués des organisations syndicales des travailleurs autonomes du Panama, Costa Rica, Honduras, El Salvador et Guatemala qui font partie de RED SEICAP, ont aussi participé à l'événement comme invités d'honneur.

Le Congrès a apporté des modifications sur le statut, a approuvé à l'unanimité la fusion de trois nouvelles fédérations et élu un Nouveau Comité Exécutif National.

Les Fédérations qui ont participé au Congrès sont: la Fédération des Bradeurs du Nicaragua, la Fédération des Vendeurs des Téléphones Portables, la Fédération des Vendeurs aux Arrêt-bus, La Fédération des Travailleurs de Différent Métiers, la Fédération des Travailleurs Autonomes du Département de FESTAMA de Managua et la Fédération Nicaraguayenne de Transport FETRATRASNIC

Le Comité Exécutif National a été élu pour la période allant de 2011 à 2014 tel que mandaté par le

Département des Syndicats au Ministère du Travail. Il est composé comme suit:

1. Secrétaire Général - Adrian Martinez
2. Vice Secrétaire Général et Secrétaire aux Relations Internationales - Orlando Mercado
3. Secrétaire chargé de Recrutement, Lois et Accords - Marvin Marengo
4. Secrétaire chargé de l'Education, Formation et Réussite Académique - Manuel Reyes Castro
5. Secrétaire chargé des Finances - Ernesto Ortiz
6. Secrétaire chargée des Affaires Féminines - Flor de Maria Avellan
8. Secrétaire à la Santé et Sécurité - Sandra Flores
9. Secrétaire aux Affaires Economiques et Sociales - Hazel Carolina Torres
10. Secrétaire du Travail et Conflits - Luis Roberto Berrios

On a aussi élu le Conseil de Supervision dont les membres sont:

11. Affaires Fiscales - Bayardo Mayorga
12. Premier Président de l'Assemblée - Marcia Marchena
13. Deuxième Présidente de l'Assemblée - Maria Teresa Sanchez Aburto.

Le Comité Exécutif National a prêté serment devant le Secrétaire General de la Confédération des Travailleurs de la Pêche. ■

RAPPORT DES ACTIVITES REALISEES PAR ZCIEA ET SES MEMBRES

ZCIEA a entrepris un programme continu de sensibilisation sur les droits de ses membres ainsi que des mesures de suivi pour les régions ou les campagnes de sensibilisation ont déjà eu lieu.

Ce programme a eu lieu du 4 au 11 Juillet 2011 dans les régions suivantes: Mutare, Marondera, Chatsworth, Beitbridge, Bulawayo, Plumtree et Binga.

L'équipe de facilitation était composée des membres suivants: Phillip SANZVENGA, Beauty MUGIJIMA, Ben Moyo MUVHAMI, Tendai KOKERA, Wisborn MALAYA, Sibongile CHAKBVA, Charity MANDISHONA, Nyaradzai MUTAMI, Givas MARIRIMBA, Edward MANNING & Abel WATUNGWA.

L'équipe a été divisée en quatre groupes étant donné que les ateliers se sont tenus au même moment.

L'objectif des ateliers était de:

1) Continuer à éduquer les commerçants informels sur leurs droits au commerce, les politiques et lois municipales défavorables qui favorisent leur harcèlement et arrestations.

2) Revisiter certaines régions pour se rendre compte des progrès et/ou des résultats sur le programme de formation et de sensibilisation sur leurs droits.

Résultats des ateliers

1) Dans les nouvelles régions ou nous avons organisé la sensibilisation (Binga, Chartworth, Marondera), les commerçants informels avaient déjà commencé des luttes pour leurs droits au commerce, à l'abri etc., auprès de leurs autorités municipales respectives. A Binga, ils se sont déjà organisés pour lutter contre le paiement de trois taxes pour une même catégorie de commerce des poissons et capenta.

2) A Chartworth, l'équipe de facilitation a été brièvement emmenée pour interrogatoire par la ►

22 STRUCTURES REGIONALES

Atelier sur les fonds de sécurité sociale et de pension de ZCIEA pour l'économie informelle, tenu à Gweru



police après les effets positifs de l'atelier.

3) En ce qui concerne les régions revisitées, la municipalité de Bulawayo donne maintenant aux vendeurs, des sites de vente dans les marchés du centre ville, sans être harcelés. Aussi, les membres ont commencé un programme de logement pour les personnes à faible revenu.

A Plumtree, les autorités municipales ont maintenant donné des stands résidentiels aux membres de ZCIEA à cause de cette campagne, l'autorité locale et le leadership de ZCIEA dans la région ont

maintenant établi des structures de négociation avec une communication renforcée.

A Beitbridge l'effectif des adhérents a augmenté et les vendeurs continuent à lutter pour leur place dans la région.

A Mutare, les membres travaillent actuellement sur la demande d'un terrain pour leur projet de logement des personnes à faible revenu. Le harcèlement des autorités locales a diminué. ■

CTCP-FNT PROGRESSE DANS SON TRAVAIL DE POINT FOCAL

En tant qu'organisation point focal de StreetNet International pour l'Amérique Latine, CTCP-FNT a participé à la réunion des organisations d'Amérique du Sud.

La réunion a eu lieu du 17 au 18 Mars 2011, à Buenos Aires, Argentine avec la participation de cinquante syndicalistes représentant les

organisations suivantes: SIVARA (Argentine), ACESP (Brésil), UGT-I (Colombie), SINTRALOC (Chili), FOTSSIEH (Honduras), FNOTNA (Mexique), CTCP (Nicaragua), UNAPESCA SINTECOSIN (Paraguay) et AFFE (Uruguay). On a aussi noté la présence des représentants de la CSA et de la coopération syndicale internationale (ISCOD-UGT et FNV).

Le thème de cette réunion était: "Pour l'Unité Régionale des Vendeurs", y compris la question des ►

organisations groupées en alliance, la position de StreetNet pour l'emploi et l'inclusion sociale des travailleurs autonomes.

Les Jeunes de CTCP-FNT ont participé à la réunion de la Zone du Sud

Jessenia Lovo, Coordinatrice du Comité des Jeunes de CTCP-FNT, a participé à cette réunion, dans le cadre des efforts du Nicaragua d'intégrer les jeunes dans les syndicats, car ils constituent une présence significative dans les syndicats en Amérique Latine.

Les 50 délégués de différentes organisations ont eu une expérience qu'on espère, va se reproduire dans leurs organisations.

Managua était le lieu de la VIIIème Réunion du Réseau SEICAP

Le Réseau des Syndicats des Travailleurs de l'Economie Sociale et Solidaire des Amériques, RED SEICAP, a tenu sa huitième réunion à Managua. Les représentants du Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica et Panama ont participé à cette réunion.

A cette réunion, les problèmes socio-économiques rencontrés par les travailleurs autonomes de la région (estimés à environs huit million) en raison des mesures d'ajustement structurel depuis l'application du modèle économique néolibéral vers les années 1990, ont été discutés.

Le Coordinateur de RED SEICAP, Mr. Adrian Martinez a dit que nous les travailleurs autonomes d'Amérique Centrale et des Amériques, nous luttons pour l'application des politiques publiques orientées vers notre secteur au niveau régional ■

LA VISITE DE CTCP AU PARAGUAY ET LA PARTICIPATION A L'ATELIER SUR LA PLANIFICATION ET L'ORGANISATION

Par Adrian Martinez, CTCP-FNT Nicaragua

Nous avons reçu l'invitation de participer à l'atelier sur la planification et le syndicat, organisé par UNI America et FAECYS, et qui s'est tenu dans la ville d'Encarnacion le 1er Juillet 2011. Les participants à cet atelier étaient des représentants des travailleurs et commerçants du secteur informel d'Asunción.

C'est pour respecter l'engagement organisationnel de StreetNet International et la nécessité de faire avancer le processus d'affiliation en tant qu'organisation point focal de Streetnet International pour les Amériques que nous avons jugé bon de participer à cet événement

La CTCP-FNT a participé avec une compréhension claire que la force des travailleurs se trouve dans l'unité et la solidarité, et que l'institutionnalisation des syndicats doit renforcer leur capacité à être autosuffisants et défiants.

Cela rend possible notre lutte de transcender nos frontières et nous permet de faire face au modèle économique, social et politique néolibéral, qui corromps socialement les individus et les institutions, car il favorise les conflits de marché. Un tel modèle est fondé sur l'idée que quiconque domine le marché a le pouvoir. Le but de cet atelier était de discuter de la planification et l'organisation des syndicats. Les questions abordées étaient:

- Le renforcement institutionnel
- L'impact sur la politique publique
- La formation syndicale
- La visibilité du syndicat et son travail

La nécessité de renforcer le syndicat basé sur les quatre piliers identifiés par les participants, a été soulevée, en mettant l'accent sur le renforcement de l'unité et la solidarité entre les travailleurs.

La visite au Paraguay

Il y a cinq syndicats au Paraguay, dont trois d'entre eux représentent la majorité des travailleurs, ce sont CUT, CUT Autonomes (CA) et la CNT. De ces trois, c'est seulement CUT et CNT qui organisent les travailleurs dans l'économie informelle. La CNT a formé le Syndicat national des travailleurs informels qui a un statut légal, mais un niveau d'organisation faible. Ils ne sont pas aussi très actifs. De l'autre côté, CUT a commencé à organiser les travailleurs dans l'économie informelle et a créé deux syndicats, les artisans de la Place de la Liberté, et les vendeurs de nourriture de la Plaza de la Democracia.

Les revendications des travailleurs de l'économie informelle au Paraguay sont similaires à celles des travailleurs informels de partout ailleurs dans le monde. Elles concernent le manque de représentation syndicale, les expulsions, la confiscation de leurs biens, et le manque de stabilité dans leur travail. Ils sont constamment confrontés à ces problèmes, et dans la plupart des cas, ils n'ont pas été à mesure d'y trouver des solutions par manque de conseils et de soutien appropriés. ►

Réunion avec Ruben Cortina et Eduardo San Román

Après l'évaluation de l'atelier et ses résultats, nous avons analysé la situation des travailleurs dans le secteur syndical ainsi que celui des travailleurs informels du Paraguay, et sommes arrivés aux conclusions suivantes:

a) Effectuer des initiatives conjointes d'organiser entre UNI America, FAECYS et StreetNet International au Paraguay, avec les travailleurs informels et du commerce, en utilisant les structures organisationnelles existantes comme modèle.

b) Le soutien que UNI America et StreetNet International peuvent donner pour renforcer l'organisation des syndicats et des travailleurs informels sera en nature (matériel) et sera orienté vers l'organisation des formations ou soutien aux ■

ORGANISER LES VENDEURS DE RUE AU LIBERIA, UN BESOIN URGENT

En 2009, Femmes dans l'Emploi Informel : Mondialisation et Organisation (WIEGO) a été approchée par REALIZING RIGHTS comme partenaire potentiel afin d'étendre ses activités au Liberia. WIEGO a par la suite travaillé avec Realizing Rights dans l'organisation des séminaires au Liberia en 2009. Au début, les activités concernaient essentiellement les ramasseurs et collecteurs des déchets à Monrovia.

Une année plus tard, la priorité des activités a été réorienté vers les problèmes rencontrés par des vendeurs de rues et la nécessité d'aider et d'encourager le dialogue entre les vendeurs, les autorités et d'autres partenaires. L'une des conclusions de l'atelier et d'autres réunions concernait l'urgente nécessité d'aider NAPETUL à développer sa capacité d'être viable et plus efficace dans l'organisation et la représentation démocratique des vendeurs et commerçants Libériens, en créant des opportunités pour des négociations et un dialogue constructifs avec les autorités.

WIEGO a donc accepté d'organiser un atelier spécialement pour NAPETUL avec deux objectifs étroitement liés: Renforcer la capacité organisationnelle de NAPETUL et explorer la potentialité pour un partenariat à long terme entre NAPETUL, le Liberia Labour Congress (LLC)- Ghana Tuc et StreetNet International.

L'atelier en question s'est tenu à Monrovia du 16 au 18 mai 2011. 20 participants membres de NAPETUL

dont 7 femmes, 2 représentants du LLC et 2 autres représentants du ministère du Commerce et de l'Industrie ont pris part à l'atelier.

Les Problèmes majeurs rencontrés par les vendeurs de rue à Monrovia.

Les participants membres de NAPETUL ont entrepris des exercices en groupes pour identifier les 6 principaux problèmes rencontrés actuellement par les vendeurs de rue. Voici les problèmes qui ont été mentionnés par les groupes lors de leurs présentations et classés dans les catégories suivantes des problèmes:

- Le harcèlement policier (de loin le plus important.)
- Le respect et reconnaissance par les autorités
- Accès au crédit
- Accès à de meilleurs sites de vente (un environnement de travail décent)
- Des entrepôts de stockage des marchandises non loin des lieux de vente
- Le développement des compétences en affaires
- L'accès à l'éducation pour les enfants de vendeurs de rue.

Après l'exercice en groupes. Il s'en est suivi une discussion sur ce que les vendeurs eux-mêmes considèrent comme principaux avantages d'adhérer à NAPETUL - ce qui est bien évidemment intéressant pour NAPETUL de mener avec succès une campagne contre le harcèlement policier. En d'autres termes, si NAPETUL veut organiser les vendeurs avec succès, ils doivent commencer par les problèmes clé, et organiser les membres autour de ces problèmes, plutôt que de tenter de recruter des membres sur la base son propre intérêt.

Les participants au séminaire ont discuté des amendements à apporter au statut de NAPETUL pour son meilleur fonctionnement. Le séminaire s'est également penché sur la coopération entre LLC, GHANA TUC, NAPETUL, et StreetNet International. Cet atelier a été animé par Dave Spooner de WIEGO, avec la collaboration d'autres partenaires, a savoir Rose Kwei et Dogbé Adom de Ghana TUC et Sibailly Douhouré représentait StreetNet International.

Sibailly Douhouré qui travaille à StreetNet comme Organisateur chargé de l'Afrique de l'Ouest, a profité de cette occasion pour organiser une visite sur terrain du 12 au 14 Mai. Il a rencontré la Présidente de NAPETUL au siège de cette organisation, avec qui ils ont visité les principales rues de Monrovia où sont regroupés la plupart des membres de NAPETUL. NAPETUL compte environ 1200 membres, tous à Monrovia, qui mènent essentiellement des activités de vente des fournitures de bureau, papeterie, vente des téléphones, des vêtements et d'autres produits divers. NAPETUL organise exclusivement les vendeurs de rue. ■

RAPPORT DE LA VISITE D'ETUDE AVEC SEWA

Par Gaby Bikombo

En Mars 2011, Monica Garzaro Scott, organisatrice pour les Amériques, l'Afrique Australe et de l'Est, et Gaby Bikombo, Administrateur chargé des affiliés de StreetNet International, ont entrepris une visite d'étude au syndicat SEWA ainsi qu'à d'autres départements de SEWA, pour apprendre plus sur eux, leurs stratégies d'organiser et plusieurs autres de leurs activités.

Comme toute autre personne qui visite SEWA, nous avons été impressionnés par leur taille (6 bureaux à Ahmedabad) et la quantité du travail effectué sur terrain. C'est clair que SEWA jouit d'une relation très étroite avec ses membres car elles ont participé massivement à toutes nos réunions et elles étaient très actives dans les discussions. Leur politique d'embaucher 85% de leur personnel parmi leurs membres (vendeuses et travailleuses informelles) est également impressionnante.

Leur stratégie de la non-violence (Philosophie Gandhienne) qui favorise les négociations et le plaidoyer au lieu des mesures de pression a récolté des résultats plus favorables et c'est peut-être une stratégie qui peut être conseillée à d'autres affiliés, parce que parfois nous nous battons et arrivons à une impasse mais en fin de compte ce sont nos membres qui perdent.

Les activités et programmes visités étaient les suivants:

- L'équipe de campagne de SEWA : SEWA a adopté les « campagnes » comme l'une de leurs stratégies d'organiser. Elles ont des membres de l'équipe de campagne pour les secteurs des vendeurs de rue, le secteur des marchés naturels ainsi que pour le secteur du recyclage.
- La banque de SEWA : C'est une banque coopérative qui a commencé en 1974 sous forme d'une banque urbaine pour surmonter les problèmes causés par les prêteurs d'argent. Leurs activités incluent la micro épargne, le microcrédit et la micro-assurance. Le crédit couvre un nombre important d'activités telles que le logement, le crédit à court termes, etc. Le taux d'intérêt du crédit varie entre 12% et 18% +assurance (octroyée par une compagnie d'assurance) et dépend de l'objectif du crédit. L'assurance-crédit est assurée par les compagnies locales qui ont accepté d'assurer les travailleurs informels et donc travaillent avec la banque de SEWA.
- VIMO SEWA : C'est un programme d'assurance qui opère des micro-assurances dans les domaines d'assurance des actifs, l'assurance vie et l'assurance pour les morts accidentels. Cette activité a commencé en 1992 par la banque de SEWA mais maintenant VIMO SEWA fonctionne comme intermédiaire entre leurs membres et les compagnies.

d'assurance qui ont accepté d'assurer les travailleurs informels et autonomes, et reçoivent d'eux une commission.

- L'académie de SEWA a été créée en 1991 sous forme d'un centre de formation et de renforcement des capacités pour les membres de SEWA, dans les domaines comme les compétences en leadership, la recherche, la communication, la documentation et l'alphabétisation.

SEWA est certainement plus enracinée et donc plus active à Ahmedabad que dans d'autres villes et plus dans l'Etat de Gujarat que d'autres Etats de l'Inde. La banque de SEWA est l'un des programmes qui n'existe que dans l'Etat de Gujarat. Les ressources allouées au département en charge d'organiser sont impressionnantes, avec 43 employés payés rien que pour Ahmedabad.

La banque de SEWA qui est une banque coopérative, est une très bonne inspiration pour l'Economie Sociale et Solidaire de StreetNet et sa viabilité. C'est vraiment très important d'apprendre davantage sur les défis auxquels SEWA fait face dans leurs activités quotidiennes car SEWA est devenue un très fort et influent syndicat en Inde. ■

Aperçu sur AFFE et Foires Spéciales à Montevideo, Uruguay

Par Lucia Melnikov

Au cours de quelques mois passés, un tirage au sort a eu lieu pour attribuer des sites aux Foires Spéciales. Un accord a été conclu avec les autorités qu'un membre du Comité Exécutif de AFFE sera toujours présent lors de ces tirages au sort, non seulement pour s'assurer que tout se passe correctement, mais aussi que AFFE puisse travailler avec le personnel du bureau qui décide et distribue les places.

Lors du tout dernier tirage, un fonctionnaire qui avait l'habitude de maltraiter les vendeurs de rue, n'a pas permis aux membres d'AFFE d'être présents.

C'est pour cette raison qu'une réunion entre AFFE et le Directeur responsable de cette zone spécifique de la municipalité où les Foires Spéciales se tiennent, a eu lieu le Jeudi 14 Juillet 2011 afin de corriger cette situation que nous considérons comme étant très **sérieuse et irrégulière**.

1. Le leadership d'AFFE a aussi organisé plusieurs discussions sur les règlements qui régissent la tenue des Foires Spéciales.

Une partie de récentes discussions est de négocier des places qui sont telles que les véhicules peuvent être stationnées sans obstruer la circulation normale,



et créer un environnement convivial pour les gens qui viennent acheter à nos foires.

2. Un autre aspect était le fait qu'on a refusé les permis de vendre aux Foires Spéciales, à plusieurs participants. La raison avancée pour cette décision était le retard de paiement pour les permis pendant trois mois consécutifs.

Pendant des années, AFFE a négocié pour la reconsidération des prix des permis étant donné que la plupart des participants font du travail précaire à cause de la nature saisonnière de leur travail, et sont en grande partie, soumis à des conditions météorologiques très variables. Dans le passé, plusieurs accords ont été signés, permettant le paiement des arriérés pour les permis.

Cette fois-ci, nous avons pris des mesures correctives, nous nous sommes assuré que les participants qui ont payé leurs arriérés, étaient autorisés d'assembler leurs marchandises à la foire à temps. Ceci était vraiment une victoire pour AFFE, parce que le même fonctionnaire qui avait refusé les propositions d'AFFE sur le tirage au sort, a donné des instructions que les "mauvais payeurs" ne seront pas autorisés pour dix jours, même s'ils payaient l'argent qu'ils devaient ! AFFE a décidé de ne pas bouger sur cette question. Le Comité Exécutif a décidé qu'ils ne vont pas négocier d'autres accords parce que ceux conclus récemment dans ce cadre étaient considérés comme suffisants.

3. En Juin, AFFE a eu des discussions lors d'un diner avec les Directeurs chargés de la Sécurité Sociale. L'objectif de cette réunion était de poser des questions, faire des propositions, et communiquer avec ces autorités sur les sujets d'intérêt mutuel. ■

LA MUNICIPALITÉ DE LIBERTADOR AU VENEZUELA REFUSE AUX VENDEURS LA PERMISSION DE VENDRE DE LA NOURRITURE AU PLAZA DE VENEZUELA

Au début de son administration, Jorge Rodriguez, Maire de la ville de Libertador, a approuvé le décret No 62, qui a limité les activités des travailleurs indépendants de l'économie informelle. Les autorités appliquent ce décret de manière déraisonnable. A ce jour, les permis de 61 vendeurs de hot-dog ont été invalidés, et ceux des vendeurs d'autres articles ont été suspendus pour un maximum de six mois. Parmi ces vendeurs figurent des leaders syndicaux. Plus précisément nous avons le cas de RUTH CORTEZ SANDOVAL, une citoyenne du Venezuela, carte d'identité no V-9.119.087, qui est une travailleuse indépendante de l'économie informelle et Secrétaire Générale du Syndicat SUTRAVENPEHS.



Vendeurs de rue(en plein air) en train d'être harcelés par la police à Libertador City - Venezuela

Elle vend des hot-dogs, hamburgers et boissons gazeuses à l'Avenida Lima Plaza, Parroquia El Recreo, Municipio Libertador Capital District, au Venezuela. Son permis a été révoqué parce qu'elle est membre d'un syndicat. La représentante des travailleurs affectés a considéré ces mesures prises par le Maire, Mr JORGE RODRIGUEZ, comme un harcèlement. Elle a expliqué que la Direction de l'Economie Informelle de la Municipalité de Libertador a une politique d'intimidation des travailleurs qui vendent de la nourriture de préparation rapide.

Elle est convaincue que l'attaque qu'ils subissent est le résultat d'une plainte déposée en PDVSA La Estancia, sur l'expulsion des travailleurs du boulevard de Sabana Grande, quand la route Paseo Capitalino était en cours de restauration. Elle a dit, "nous ne nous opposons pas au recouvrement de l'espace, mais ils (les autorités) doivent respecter les travailleurs, ils doivent leur donner des alternatives pour qu'ils puissent continuer avec leurs activités; les travailleurs ainsi affectés sont des pères et des mères qui demandent le respect de leurs droits, qui ont été violés. C'est depuis un mois qu'ils ne travaillent pas; la location du parking coûte cher et comme ils ne vendent pas, ils risquent de perdre leurs places. Ils demandent à toutes les autorités, à la société civile, aux institutions nationales et internationales de montrer leur solidarité face à ce problème croissant et qui affecte un nombre important des travailleurs".

C'EST ASSEZ! SANS JUSTICE DU TRAVAIL, IL N'Y A PAS DE PAIX SOCIALE! ■